

CLAIRE BONENFANT

Au milieu des Jésuites

Avec le départ imminent de Claire Bonenfant, c'est d'abord une stratège féministe qui quitte le Conseil du statut de la femme québécois. Successeuse de Laurette Champigny-Robillard, elle laisse après cinq ans de présidence un organisme dont le budget a déchu mais dont l'influence politique a sans aucun doute augmenté. Grâce surtout aux prises de positions du CSF et à ses initiatives pour informer et mieux outiller les femmes, depuis les nombreuses recherches sur la santé ou le travail des femmes jusqu'au forum économique d'octobre dernier.

C'est sans acrimonie et avec un certain ménagement que Claire Bonenfant nous a parlé, au lendemain du Forum, du pouvoir politique auquel elle s'est mesurée pendant son mandat et surtout du pouvoir politique des femmes, encore à inventer.

LVR : Plusieurs femmes ont été dérangées par la présence du ministre Parizeau au Forum. L'avait-on imposée aux organisatrices?

C. B. : Vous savez, après avoir évalué la gamme des ministres que l'on me proposait pour clore l'événement, j'ai trouvé important d'impliquer le ministre des Finances. Il fallait éviter la récupération de l'événement par un ministre trop gentil, réputé pro-féministe. Et je ne voulais pas non plus inviter une femme (comme Denise Leblanc, alors ministre de la Fonction publique et responsable des décrets) pour qu'elle se fasse huer.

LVR : Comment réagissez-vous à l'intervention de monsieur Parizeau, qui a semblé terriblement éloignée de la réalité des femmes?

C. B. : C'est assez décourageant et, effectivement, voilà un des penseurs de ce gouvernement. Nous sommes gouverné-e-s par des hommes imprégnés d'une formation acquise chez les Jésuites ou au Séminaire de Québec. Ils sont d'une autre époque. La réflexion féministe est la réflexion importante de l'heure. Eux sont à contre-courant et s'entêtent encore à conserver leurs vieux schémas et leurs vieilles valeurs, qu'ils veulent constamment remettre en selle. Alors que nous, nous voulons changer de cheval.

LVR : Avec le recul, quelle a été la valeur de ce fameux préjugé favorable du PO à l'égard des femmes?

C. B. : Quand on est au pouvoir, il est normal qu'on travaille pour son groupe social. Eh bien ! ce n'est pas le groupe social des femmes qui est au pouvoir et

le gouvernement actuel n'est pas convaincu de l'intérêt d'investir chez les femmes ! Les exemples sont nombreux : au moment de concevoir la réforme du Code civil ou la Charte des droits, les législateurs n'ont pas été sexistes, et même plutôt généreux dans les principes. Mais la générosité s'est arrêtée là. A cause de l'éternel discours : les nouvelles mesures ne doivent pas coûter d'argent !



Photo: Éditeur officiel du Québec

Autre exemple concret : le programme d'égalité des chances dans la fonction publique. En principe, il ouvre la voie aux femmes. Mais parce que les hommes n'aiment pas être gouvernés par des femmes, ils évitent de les placer en position d'autorité. De plus, toute l'embauche est stoppée au gouvernement. Il y a très peu de femmes dans les couches intermédiaires capables d'accéder par mutation aux postes de direction. Et avec tous les beaux gars de 25 ans en place actuellement, la fonction publique a du «stock» masculin pour les 40 prochaines années! Pour que sa «volonté politique» d'amener les femmes

en position de pouvoir soit vraiment crédible, il faudrait que le gouvernement consente à ouvrir les postes à des femmes provenant de l'extérieur de la fonction publique. Sinon, c'est le cul-de-sac.

Personnellement, je regrette tellement que les femmes n'aient pas encore pris conscience de leur véritable force politique ! Nous formons 52% de la population et, en principe, nous pourrions mettre et démettre les gouvernements. Est-ce que nous pourrions nous organiser politiquement d'ici 1985, alors que nous avons déjà perdu énormément de pouvoir à l'intérieur des partis politiques? Les femmes avaient investi comme nul autre le Parti québécois et avaient réussi à y gagner une influence certaine. Mais le gouvernement a coupé l'herbe sous le pied du Parti québécois et de ses militantes. Et à toutes fins pratiques, au congrès à la chefferie libérale d'octobre dernier, les femmes étaient invisibles dans les instances décisionnelles du Parti libéral québécois. Les groupes de femmes n'opposent toujours pas des positions fermes et des exigences précises aux différents candidats, au moment des élections à la chefferie, aux générales, aux partielles ou ailleurs. Peut-être que la réforme du scrutin tant attendue, en favorisant par la proportionnelle les candidat-e-s indépendant-e-s, favorisera du même coup l'accès au pouvoir pour les femmes. Imaginez que des collectifs féministes s'organisent pour appuyer des candidates indépendantes! J'en rêve.

Entrevue:

ARIANE ÉMOND
LISE MOISAN